

L'ACCES DE LA FEMME CONGOLAISE A LA JUSTICE DANS UN SYSTEME JUDICIAIRE EN CRISE

Aline Bahati Cibambo*

INTRODUCTION

« La condition de base de l'accès à la justice, c'est celle à laquelle on pense le plus souvent, c'est-à-dire, un système de justice ouvert à tous, abordable et efficace¹ ». La problématique de l'accès de la femme congolaise à la justice se pose de manière particulière et suscite un grand intérêt au regard des dégâts importants causés par des décennies de guerre que la RDC a connu. Des guerres dont il est établi aujourd'hui que, les femmes et les enfants ont été les plus frappés. Les viol et violences sexuelles y ont été utilisés comme armes de guerre faisant des milliers des victimes qui peinent à obtenir justice. En raison de l'ampleur de la situation et des proportions inimaginables que ces violences y ont atteintes, le pays a hérité de tous les qualificatifs qui tentent de décrire la hauteur des violations. On est passé du qualificatif controversé de « capitale mondiale du viol ² » au « pire endroit au monde pour une femme³ »...

A coté de ses années de guerres, s'ajoute aussi le fait que le pays évolue dans un système patriarcal, base des inégalités des sexes où les hommes dominent et oppressent les femmes⁴ et où les droits des femmes ont du mal à se mouvoir. Ce système caractérisé par les stéréotypes et des préjugés sexistes tend à banaliser les violations des droits des femmes. Les violences que celles-ci subissent, sont omniprésentes dans tous les domaines et secteurs de leur vie et ne sont pas sans conséquence sur le développement du pays tout entier.

* Assistante à l'Université Catholique de Bukavu, Avocate au Barreau de Bukavu, Doctorante à l'Université Carlos III de Madrid, e-mail : bahati.cibambo@ucbukavu.ac.cd.

1 BEVERLEY McLACHLIN, « Accès à la justice et marginalisation : l'aspect humain de l'accès à la justice », *Les cahiers de droit*, texte présenté lors de la 12^{ème} conférence annuelle Claire-l'Heureux-Dubé du 11 septembre 2015 à l'université de Laval, p.342.

2 Celle-ci est une phrase prononcée devant le Conseil de sécurité des Nations unies en avril 2010 par Margot Wallström, envoyée spéciale de l'ONU pour les violences faites aux femmes et aux enfants dans les conflits. Ceci a été repris par AFP, La RDC, « capitale mondiale du viol », « Jeune Afrique » du 28 avril 2010, http://www.jeuneafrique.com/155899/societe/la-rdc-capitale-mondiale-du-viol/dernierement_consulté_le_26_septembre_2017.

3 Human Rights Watch (HRW), « Soldiers Who Rape, Commanders Who Condone: Sexual Violence and Military Reform in the Democratic Republic of Congo », juillet 2009, p.36.

4 MANON TREMBLAY, Le système patriarcal à la base des inégalités entre les sexes, Recension de « Theorizing Patriarchy », par Sylvia Walby, *Revue québécoise de science politique* n°23, 1993, p. 239.

Le rôle des femmes dans une pareille société sont plus rattachés à la procréation, aux tâches ménagères et ne sont nullement admises à prendre part aux instances de prise des décisions considérées comme une chasse gardée des seuls hommes. Parler des droits des femmes dans certains coins, est considéré comme une importation d'un droit étranger imposé par les pays occidentaux incompatible avec les us et coutumes rétrogrades demeurés longtemps appliqués avant que l'on ne commence à parler de plus en plus d'égalité, de genre, de parité. Ces trois notions sont aujourd'hui considérées comme des impératifs du développement social et économique⁵.

Cependant les lois à elles seules ne suffiraient pas à résoudre le problème surtout si elles ne sont pas appliquées. A cotés d'elles, d'autres mesures bien plus pratiques doivent être mises en œuvre pour mieux assurer l'adéquation des réponses judiciaires aux besoins qui font que les femmes recourent à la justice.

Seulement dans son état actuel, le système judiciaire congolais est loin du compte. Celui-ci est considérablement buté à des graves difficultés de gestion affaiblissant l'accès à ses services et dissuadant les justiciables d'y recourir en cas de besoin. Au regard de la gravité du délabrement de cette institution, le budget alloué au secteur de la justice est insignifiant et cela fait que les différents acteurs (magistrats, avocats, greffiers, huissiers,...) se rabattent sur les justiciables qui prennent en charge les différents besoins inhérents à leurs dossiers souvent même en violation de la loi. Ce qui influence considérablement l'indépendance et l'impartialité attendues de ce système et correspond à ceux qui soutiennent « qu'une justice démunie ne va pas défendre mieux les droits des citoyens ⁶ ». Cette situation se présente aussi comme un frein pour les femmes dont la précarité financière impose de se tenir loin des instances judiciaires n'étant pas souvent en mesure de payer les services judiciaires. D'où, un système mal outillé ne peut régler efficacement les problèmes qui lui sont soumis. Les lacunes qu'il contient, témoignent de son incapacité à véhiculer, promouvoir, garantir et protéger les valeurs d'équité et de justice. Ces lacunes du système judiciaire obstruent l'exercice par les justiciables en général et des femmes en particulier de leur droit d'accès à la justice et donne à l'anarchie⁷ où le plus fort écrase le plus faible. Les mécanismes de surveillance et de contrôle du système judiciaire congolais sont pour la plupart dysfonctionnels et inopérants. Ce qui exacerbe le manque de confiance des justiciables et le maintien dans un état permanent d'insécurité juridique. La gravité de la situation est telle que pour certains, elle en appelle à la refondation⁸ et pour d'autres, à la réforme⁹.

5 ONUFEM, La justice pour les femmes : La clé pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, éd de l'ONUFEM, 2015, p. 3.

6 BEVERLEY McLACHLIN, *op cit*, p. 344.

7 KIFUABALA TEKILAZAYA at alii, *op cit*, p.9.

8 Jean-Jacques RAYNAL, Charles MUSHIZI, Vonifanja ANDRIANAONITSOA, Rapport final de l'évaluation à mi-parcours du Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ) en République Démocratique du Congo, Août 2014, p.13.

9 ETIENNE LE ROY, Contribution à la "refondation" de la politique judiciaire en Afrique francophone à partir d'exemples maliens et centrafricains, Afrika Spectrum 1997, 32, Jahrgang n°3,

L'étude de l'accès de la femme congolaise à la justice soulève un certain nombre des questionnements qui appellent à une remise en question du système judiciaire lui-même au sein duquel ce droit se meut. Une interrogation sur les conditions pratiques de son exercice amène à remettre en doute la capacité du système judiciaire congolais à répondre au besoin de justice exprimé par la femme. D'où, la nécessité de répertorier les obstacles juridiques auxquels les femmes sont butées dans leur quête de la justice (A) mais également ceux socio-économiques (B) obstruant cet accès.

A. LES FACTEURS JURIDICO-INSTITUTIONNELS DE BLOCAGE DE L'ACCES DE LA FEMME A LA JUSTICE

L'accès à la justice est le droit pour tout citoyen de s'adresser librement à la justice pour la défense de ses intérêts, même si sa demande doit être déclarée irrégulière, irrecevable ou mal fondée¹⁰. Autrement dit l'accès à la justice doit s'entendre comme l'ensemble des conditions juridiques et organisationnelles qui définissent la disponibilité et l'efficacité des services judiciaires¹¹. Il est l'un des principaux droits fondamentaux de la personne humaine¹².

Cependant, le difficile accès de la femme à la justice n'est plus un secret pour personne¹³. De nombreux rapports ont déjà été faits dans ce sens par différents acteurs inter-

311-327. La refondation du système judiciaire consiste dans une définition d'une approche de politique judiciaire qui repose sur des soubassements plus favorables que par le passé à une endogénéité des formules institutionnelles de règlement des conflits.

10 G. CORNU, *Vocabulaire juridique*, PUF, Paris, 1987, p.10.

11 J. LHUILLIER et Daria LHUILLIER-SOLENIK, *L'accès à la Justice en Europe*, Commission Européenne pour l'Efficacité de la Justice-CEPEJ-, Conseil de l'Europe, 1999, p.13.

12 Ce droit d'accès à la justice est reconnu et protégé par de nombreux instruments juridiques tant nationaux qu'internationaux dont la quasi-totalité a été ratifiée par la RDC. Il en est ainsi du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), de la Convention contre la torture et tous autres peines ou traitements cruels inhumains et dégradants, de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard de la femme, du Protocole additionnel à la CADHP relatif aux droits de la femme en Afrique couramment appelé Protocole de Maputo ... On cite aussi d'autres textes qui, sans toutefois être soumis à la ratification des Etats leur sont opposables. Parmi eux nous avons la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale ... consacrant les uns et les autres l'accès égal de tous les citoyens à la justice. La RDC étant un pays moniste, les traités et conventions qu'elle ratifie font partie intégrante du droit congolais dès leur publication au Journal officiel et la Constitution leur confère d'ailleurs une « force supérieure aux lois ». En outre, la Constitution promulguée en 2006 après son vote sur referendum en 2005 et modifiée en 2011, affirme dans son préambule l'adhésion et l'attachement de la RDC à la Déclaration universelle des droits de l'homme et autres instruments juridiques portant sur les droits de l'homme en mettant un accent sur la parité homme-femme pour mieux protéger les droits de l'homme. En outre, nombreuses autres législations ont été votées allant dans le sens d'un accès égalitaire à la justice.

13 CONSEIL DE L'EUROPE, Assemblée parlementaire sur l'égalité et la non-discrimination dans l'accès à la justice, Doc. 13740 31 mars 2015 p. 14.

venant dans ce domaine. Les autorités congolaises elles-mêmes l'ont admis lors des états généraux de la justice diagnostiquant en 2015 le fonctionnement de l'appareil judiciaire en RD Congo.

Parmi les obstacles récurrents figurent ceux qui tiennent à l'organisation judiciaire et aux procédures complexes (I) dont la femme ne maîtrise pas les méandres créant un sentiment de frustration et de peur pouvant réduire l'accès de la femme à la justice. D'autres facteurs tiennent de l'éloignement de juridictions (II), la lenteur des instances judiciaires dans la prise des décisions (III), du coût de la justice (IV), le délabrement des institutions judiciaires et établissements pénitentiaires (V), inexécution des décisions judiciaires (VI) ou encore du fléau qui gangrène le secteur judiciaire congolais aujourd'hui à savoir la corruption (VII) etc. Ces obstacles entravent l'accès non discriminatoire et effectif à la justice, indispensable pour renforcer l'autonomie des femmes et éviter les conséquences qui peuvent en découler.

I. L'organisation judiciaire avec des procédures complexes

L'accès à la justice peut être limité dans sa mise en œuvre par la violation des garanties d'ordre procédural résultant du droit à un procès équitable. Les procédures judiciaires elles-mêmes, lorsqu'elles sont complexes peuvent dissuader certains justiciables d'y recourir et ainsi se poser comme un frein à la mise en œuvre à cet accès. « Peu de femmes savent à qui s'adresser directement et à moindre coût. Ceci est lié à la nature d'un pouvoir judiciaire dont on ne maîtrise pas les procédures.¹⁴ » Les institutions judiciaires pâtissant d'une très mauvaise image surtout dans la population féminine pour laquelle l'accès à la justice est avant tout question d'argent.

A toutes les phases de la procédure, certains filtres sont placés à l'exemple des règles d'irrecevabilité amoindrissant cet accès de la femme à la justice. On peut citer aussi l'absence d'outils de suivi ou encore de rapportage périodique et régulier du travail des magistrats de même que des outils de collecte pour établir un état des lieux sur les dossiers relatifs au niveau des cours, tribunaux et Parquets. Prétextant du formalisme et sans avoir préalablement entendu le justiciable ni examiner le fond, le magistrat décide tout seul, par une décision parfois trop rapide parfois trop tardive, non motivée, de rejeter la demande sans jamais aborder le fond.

L'instauration du système d'audience foraine parmi tant d'autres mérites le fait de permettre justement l'accès de certaines catégories des personnes à la justice et la célérité avec laquelle les dossiers sont traités. Cependant, le processus pour aboutir à la tenue d'une audience foraine est souvent très long. En dépit de la fixation par la loi en certaines matières des délais impartis à chaque acteur pour arriver à un jugement, souvent ces délais ne sont pas toujours suivis et peuvent aller au-delà du double voire du triple et même plus.

14 S. GANDOLFI, Démocratie participative : le rôle du pouvoir judiciaire, « Revue des droits de l'homme », mars 2013, p. 49.

L'organisation des audiences foraines est cependant laissée aux ONGs qui tirent du lot les dossiers rentrant dans leur champ d'intervention. Celles-ci prennent en charge tous les frais occasionnés par le déplacement des juridictions (magistrats, greffiers) et des parties (prévenus, parties civiles, témoins, interprètes...) concernées dans les dossiers sélectionnés. Ce qui peut consciemment ou inconsciemment entamer les garanties d'un procès équitable.

Par ailleurs, on note le rôle excessif des documents sur papier et les carences informatiques qui aggravent les retards et donne cours à la pratique de vol des dossiers par le personnel judiciaire véreux engagé par certains justiciables.

II. L'éloignement des juridictions

L'accessibilité à la justice est surtout fonction de la proximité géographique des juridictions. Depuis la colonisation à ce jour, des efforts sont fournis dans le découpage et la répartition des différentes provinces de la RDC dans entre autres buts de rapprocher la justice des justiciables. Mais cela n'a toujours pas réussi pour des raisons multiples. L'insuffisance des juridictions et la répartition territoriale de celles-ci calquées sur le schéma de la décentralisation ne répond toujours pas intégralement à l'objectif poursuivi par le législateur consistant à réduire les distances entre justiciables et la justice¹⁵. La nouvelle loi de 2013 portant organisation, fonctionnement et compétence des juridictions de l'ordre judiciaire a instauré dans chaque territoire, au moins un tribunal de paix. Cependant, à titre illustratif, le territoire de Shabunda¹⁶ au Sud-Kivu avec une population évaluée à 925733 habitants n'a qu'une seule juridiction à savoir le tribunal de paix qui du reste ne siège pas en raison du fait que les magistrats y affectés n'y ont pas encore été déployés. Il en est de même des juridictions des provinces nouvellement créées qui n'ont pas encore été installées avec comme conséquence que les justiciables refont recours aux instances judiciaires d'avant le découpage¹⁷.

A ce titre, l'accès aux tribunaux est très restreint suite à l'éloignement des cours et tribunaux, surtout en dehors des principaux centres des territoires administratifs et villes de la province. Les postes de gendarmerie et de police, le tribunal et les auxiliaires de justice ne sont pas d'accès facile. Ce qui fait que, le recours aux instances judiciaires est un luxe que la majeure partie de la population ne peut se payer. La pauvreté a donc une incidence directe sur l'accès à la justice, du fait que le citoyen pauvre doit faire face au coût des dépla-

15 KIFUABALA TEKILAZAYA at alii, *op cit*, p. 62.

16 Shabunda est un des huit territoires du Sud-Kivu avec une superficie de 25216 km² et une population estimée à 925733 habitants selon le Rapport annuel 2016 du Bureau de l'Etat Civil du territoire cité par la Cellule d'analyse des indicateurs de développement disponible sur www.caid.cd, dernièrement consulté le 03 avril 2018.

17 La Constitution de la RD Congo du 18 février 2006 a amené à 26 le nombre des provinces du pays alors qu'il n'y avait que 11. Le découpage des nouvelles provinces étant intervenu, seuls les gouvernements provinciaux ont été mis en place. Les juridictions, qu'elles soient d'ordre judiciaire ou administrative n'y ont pas encore été installées.

cements pour aller saisir la justice qui, dans son ensemble, comme on vient de le voir, reste éloignée de la population.

La question est encore beaucoup plus compliquée lorsque le justiciable veut exercer un pourvoi en cassation. Celui-ci est de loin illusoire et chimérique pour la population du fait de la distance qui sépare la ville-province de Kinshasa, siège de cette juridiction et le reste du pays. Ce qui explique en partie la rareté de l'exercice de ce droit. Une pratique s'est instaurée de la part de ceux qui l'exercent consistant à se limiter juste à des déclarations de pourvoi actés au greffe de la Cour d'appel dans l'objectif de paralyser l'exécution des arrêts rendus en dernier ressort par les tribunaux du ressort de cette dernière, le pourvoi en cassation étant suspensif en matière pénale. L'accès à la justice demeure un mythe dans plusieurs parties du pays et l'est encore plus pour les juridictions spécialisées, tel le Tribunal de commerce, le tribunal du travail, le Tribunal pour enfants, les juridictions militaires... n'ayant pour la plupart leur siège que dans les chefs lieux de certaines provinces.

L'idée d'un nouveau découpage judiciaire s'impose à l'instar du découpage des provinces. Bref, il faut une nouvelle carte judiciaire sur toute l'étendue du territoire national et de la province du Sud-Kivu en particulier¹⁸ afin de rapprocher la justice des justiciables. Cet éloignement pourrait renforcer la justice populaire et la vengeance privée faute pour les justiciables de pouvoir recourir à la justice institutionnelle. On note une concentration des juridictions dans la capitale, puis dans les centres urbains secondaires. Les ordres juridictionnels ne sont représentés dans leur intégralité qu'au niveau de la capitale, vers lesquelles convergent les autres structures judiciaires installées à l'intérieur des pays.

Il y a par ailleurs peu de juges au regard du nombre d'habitants. Ces remarques sont valables également pour les auxiliaires de justice, qui se concentrent dans la capitale et les grandes villes excluant ainsi une grande partie des populations de l'exercice du droit de la défense. Ceci est dû parfois à l'insécurité grandissante dans les campagnes qui se vident même de leurs habitants fouillant pour ce même motif.

III. La lenteur des instances judiciaires dans la prise des décisions

Les délais excessivement longs de traitement des dossiers judiciaires, est un problème récurrent dans les tribunaux congolais¹⁹. Le laxisme étant connu comme caractère général de service public en EDC, le système judiciaire s'inscrit dans la même logique. D'où, les magistrats à l'instar d'autres ne font preuve d'aucun empressement à prendre leurs décisions dans le délai raisonnable. Ce qui favorise l'encombrement des rôles dû à la surcharge des magistrats et à l'insuffisance des moyens mis à leur disposition pour parfaire leurs devoirs. Les conditions de travail des magistrats frisent souvent la précarité. L'engorgement des

18 NYABIRUNGU mwene SONGA, Rapport général des états généraux de la justice, RD CONGO, Kinshasa, Août 2015.

19 RCN, Rapport final d'évaluation du projet de poursuite de la restauration du système judiciaire a Bunia dans le contexte d'urgence de rétablissement de la paix en Ituri 15 janvier 2005 – 30 avril 2006, disponible sur www.rcn-ong.be, dernièrement consulté le 15/08/2017.

cours et tribunaux se traduit par la quantité de dossiers en instance, la surcharge de travail des juges, la lenteur judiciaire, la surpopulation carcérale²⁰.

Cette lenteur de la justice révèle surtout un manque chronique de moyens matériels. Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle porte généralement préjudice aux justiciables les plus fragiles, et qu'elle n'est en rien le gage d'une décision de qualité²¹ car le fait pour un dossier d'être tiré en longueur n'est pas une garantie de ce que la décision qui en sortira soit juste et exempte de toute reproche. Le temps de la durée du procès constitue une préoccupation et un frein à l'accès à la justice dans la mesure où il apparaît très souvent difficile de respecter les délais. On doit cependant constater qu'entre le délai légal et le délai suivi dans différentes étapes de la procédure, il existe un écart excessif. En matière de viol par exemple, la totalité de la procédure judiciaire, à partir du dépôt de la plainte pour viol jusqu'à la conclusion du procès, ne doit pas prendre plus de quatre mois. L'OPJ n'a que 24 heures contrairement aux 48 heures qui lui sont reconnues par la loi en d'autres matières. Le ministère public quant à lui n'a pas aussi toute la latitude voulue parce qu'il est tenu de faire son travail et de transmettre le dossier au tribunal dans les 30 jours. Le tribunal quant à lui, dispose de trois mois pour instruire et prendre une décision²².

La réalité cependant est toute autre. Un temps suffisamment long peut s'écouler entre le dépôt de la plainte à l'OPJ et le début effectif du procès, entre la date de dépôt d'une plainte et le prononcé, une année entière voire plus peut s'écouler. Il y a souvent des retards plus importants dans les transferts de documentation d'une phase de la procédure à une autre²³. Des données recueillies sur plus de 6 000 affaires portant sur des violences sexuelles au Sud-Kivu, au Nord-Kivu et en Ituri en 2010-2011 révèlent que la phase préalable au procès prend en moyenne 45 jours (alors que la loi stipule un maximum d'un mois) et que le procès proprement dit prend en moyenne 180 jours et au-delà entre l'enregistrement de l'affaire dans le système judiciaire et l'atteinte d'une décision. Ceci est beaucoup plus que le délai maximum de trois mois fixé par la loi.²⁴

20 R. DEGNI-SEGUI, « L'accès à la justice et ses obstacles », in *Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, Vol. 28, No. 4 (4. Quartal 1995), pp. 449-467.

21 *Ibidem*.

22 Art 7 bis de la Loi n° 06/019 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 06 août 1959 portant Code de Procédure Pénale Congolais dispose « sans préjudice des dispositions légales relatives à la procédure « de flagrance, l'enquête préliminaire en matière de violence sexuelle « se fait dans un délai d'un mois maximum à partir de la saisine de « l'autorité judiciaire. L'instruction et le prononcé du jugement se « font dans un délai de trois mois maximum à partir de la saisine de « l'autorité judiciaire. » et l'Officier de Police Judiciaire saisi d'une infraction relative « aux violences sexuelles en avise dans les 24 heures l'Officier du « Ministère Public dont il relève.

23 PNUD, rapport sur les données relatives à la réponse judiciaire aux cas de violences sexuelles à l'Est de la RDC, Monitoring judiciaire 2010-2011, p.46.

24 PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS, Résumé des discussions en table ronde : Réparations pour les survivants de violences sexuelles en République démocratique du Congo, juin 2014, p.25, disponible sur www.amazonaws.com, dernièrement consulté le 23 septembre 2017.

Ainsi, il est courant qu'une détention préventive dure des années au lieu de trois mois selon la nature de l'infraction, se transformant ainsi pour la plupart des cas en détention définitive. Les magistrats qui se retrouvent dans cette situation lave leur responsabilité dans le nombre insuffisant et des conditions matérielles dans lesquelles elles exécutent leur service qui sont peu propices à l'accomplissement de leur noble mission.

Ils ne sont tout de même pas les seuls responsables de la lenteur dans l'administration de la justice. Cette situation est imputable à tous les acteurs de la justice voire aux justiciables eux-mêmes et de leurs avocats usant des manœuvres dilatoires pour retarder le cours d'un procès²⁵. C'est également le fait que, la documentation juridique de base fait cruellement défaut de même que la culture de la lecture chez nombreux acteurs. Il n'existe pas de système de dotation même aux magistrats des textes nouvellement promulgués. Chacun à sa façon, s'arrange pour s'informer s'il y a des nouvelles lois et se débrouillent pour les avoir.

IV. *Le coût de la justice*

La gratuité de la justice est incomprise de la population et particulièrement des femmes dont la majorité vit dans la précarité aigue. Pour certaines, leur accès à la justice sonne comme une utopie, un idéal en raison de son coût. Ce dernier, quand il est évoqué est mal apprécié, mal connu et pris en compte de manière superficielle comme un poids. Pour Masudi KADOGO, cette gratuité n'existe que « dans les vœux pieux de ses chantres et reste un slogan à somme nulle²⁶ » car au regard de la multitude des frais (légaux et illégaux) qu'on est tenu de payer, comment parler de la gratuité de la justice? Les pauvres ont très souvent une perception négative de la justice qui leur paraît extrêmement chère et généralement porteuse de répression. Elle est vue comme un jeu où le droit est toujours dit du côté de ceux qui sont plus riches²⁷. Les femmes n'ayant pas souvent accès aux ressources économiques se résignent alors à saisir le juge n'ayant pas les moyens de prendre en charge les frais occasionnés par leur dossier.

En principe, le coût de la justice est surtout constitué par les honoraires d'avocat, les autres coûts étant mineurs²⁸. La gratuité qui devrait caractériser la justice au nom de sa qualité de service public implique la contribution minimale des citoyens à son bon fonctionne-

25 S. GUINCHARD S., « Le procès équitable : garantie formelle ou droit substantiel », in Mélanges G. Farjat, Paris, éd. Frison-Roche, 1999, p.139-173.

26 MASUDI KADOGO, Redéfinir l'accès à la justice en République Démocratique du Congo. Le droit d'accès au juge dans le ressort de la cour d'appel du Nord-Kivu entre mythe et réalité, *Revue de l'UNIGOM* p. 49.

27 A. BADIANE VANDERSCHUEREN et F. DIAGNE : Pauvreté urbaine et accès à la justice, *Impasses et Alternatives*, L'Harmattan, 1995 p.50.

28 JEAN-MARIE. BAUDEL : L'accès à la justice en France, in *Revue internationale de droit comparé*. Vol. 58 N°2, 2006. pp. 477-491.

ment²⁹. Ainsi, même si les justiciables devaient avoir à payer une certaine somme selon le service demandé, ce n'est pas à titre d'achat. Pour preuve, en dehors de la pratique du palais, le justiciable n'est pas celui qui paye le juge, ce dernier étant payé par l'Etat.

En outre, le coût des procédures et des formalités judiciaires reste un facteur de blocage de l'accès de la femme à la justice qui ne peut y faire face. Aux nombreux frais de justice légaux, le personnel administratif des cours et tribunaux exigent aux justiciables d'autres frais illégaux plus exorbitants et font de leur paiement une condition d'aboutissement de leurs dossiers.

L'assistance judiciaire comme composante essentielle à toute justice pénale équitable est le fondement de la jouissance d'autres droits, notamment le droit à un procès équitable, tel qu'il est défini au paragraphe 1 de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle est destinée à faciliter l'accès au tribunal aux justiciables dont les revenus sont insuffisants. Elle est quasi-inexistante alors qu'elle pourrait apporter une réponse à l'accès à la justice à la catégorie de la population aux revenus modestes. Le préalable à l'exercice de ces droits est une importante garantie de l'équité fondamentale et de la confiance du public dans la justice pénale.³⁰

L'indigent se voit obliger de négocier ou de déboursier une somme d'argent pour obtenir même le certificat d'indigence à la mairie ou à la commune ou encore à la division des affaires sociales. Dans ces conditions, comment faire face au coût d'un avocat pour prétendre à une meilleure défense de ses intérêts.

Un système d'assistance juridique qui fonctionne efficacement dans un système de justice pénale efficace peut réduire non seulement la durée de la garde à vue ou de la détention des suspects dans les postes de police et les centres de détention, mais également la surpopulation carcérale, les condamnations par suite d'une erreur judiciaire, l'engorgement des tribunaux, ainsi que le récidivisme. Il permettrait également de protéger et de préserver les droits des victimes et des témoins devant la justice pénale. L'assistance juridique peut concourir à la prévention de la criminalité en faisant mieux connaître le droit.

V. Délabrement des institutions judiciaires et les évasions dans les établissements pénitentiaires

Rien que pour l'année 2017 passé, plus de cinq évasions se sont déroulées dans différentes prisons et maisons d'arrêt de la RDC. On estime à plus de 6000 le nombre des prisonniers qui ont pris le large. Le fait même de ne pas avoir le nombre exact de ceux qui se sont évadés prouve que c'est un secteur peu ou pas du tout maîtrisé par ceux qui en ont la charge. On tente de d'expliquer cette situation par le fait de l'état délabré des établissements péni-

29 MBUYI MBIYE TANAYI, L'état actuel de la justice congolaise, in Les analyses juridiques, n°16, 2009, p.42.

30 ONUDUC, Résolution de l'Assemblée générale 87/167. Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, Nations unies, New York 2013.

tentiaires et de l'insécurité qui y règne. Les conditions de détention y sont catastrophiques aussi et encourage les pensionnaires à tenter le tout pour le tout au lieu d'attendre d'y perdre la vie s'ils ne font rien comme cela arrive à certains d'entre eux.

Près de 5000 détenus s'étaient évadés le 17 mai 2017, à la prison centrale de Makala dans la capitale congolaise. Cette évasion a été suivie de celle survenue le 19 mai de la même année dans la ville de Kasangulu en province du Congo central, à 40 km au sud-ouest de Kinshasa où, quelque 70 détenus sont aussi parvenus à s'échapper suite à une attaque dans des circonstances troubles. A cette même date, une autre évasion a été signalée dans la prison de Kalemie dans la province du Tanganyika. Ces évasions ne sont intervenues que deux jours après celle de la prison centrale de Makala à Kinshasa.³¹ Encore à Kinshasa à Matete au sud de Kinshasa, le 10 juin 2017, dix sept détenus ont également réussi à s'évader. Kinshasa a ensuite passé la main à l'Est de la RD Congo, dans la ville de Beni, où 930 détenus du centre pénitentiaire Kangbaya ont eux aussi profité d'une attaque par des hommes armés pour se faire la belle. Cette évasion a été faite alors qu'il y avait dix jours de cela, les autorités avaient été alertées par la société civile d'une possible évasion qui s'y préparait mais en l'absence de toute mesure de renforcement de la sécurité, le pire est arrivé.³²

Dans la province du Sud-Kivu, en date du 28 juillet 2017, environ 20 détenus se sont évadés de la prison centrale... L'on craint même que ce phénomène ne se répande à d'autres prisons dans d'autres provinces qui jusque là n'avaient pas encore été touchées. Bien avant 2017, beaucoup d'autres cas d'évasion avaient été répertoriés en RDC quoi que les récentes évasions soient tout de même plus systématiques. Cette situation accroît le sentiment de peur et d'insécurité dans la population en général et particulièrement pour les victimes des faits origines de leur incarcération.

Il sied de relever aussi que les prisons congolaises se sont transformées en mouiroirs, les prisonniers y manquent de tout, ils se meurent qui de famine, qui d'absence des soins... Les conditions de leur détention sont irrespectueuses de la dignité humaine. Après cette évasion spectaculaire, la société civile du Sud-Kivu avait rappelé qu'elle avait aussi déjà alerté sur un risque d'attaque de la prison et qu'elle n'a pas été prise au sérieux par les autorités pénitentiaires. Au regard de la manière dont elles se déroulent, certaines de ces évasions sont soupçonnées d'avoir bénéficié de la complicité des agents pénitentiaires, qui sont parfois soudoyés pour libérer des détenus.

Compte tenu de son ampleur, le phénomène des évasions constitue un obstacle majeur à la justice et contribue à la persistance de l'impunité dans le pays³³. En plus, ce phénomène dissuade les victimes à agir en justice par peur des représailles et aussi parce que déjà nom-

31 www.rfi.fr, RDC: évasion spectaculaire de la prison de Béni, dernièrement consulté le 12 Août 2017.

32 A. KASONGO, Évasions de prisons en RDC : 51 députés réclament la tête du ministre de la Justice, disponible sur www.jeuneafrique.fr, récemment consulté le 15 Août 2017.

33 MONUSCO, Avancées et obstacles dans la lutte contre l'impunité des violences sexuelles en République démocratique du Congo, avril 2014, p21.

breuses se demandent à quoi bon agir en justice quand on sait que même lorsqu'on est arrivé à la condamnation de l'auteur, il n'y a que très peu de chance pour qu'il purge la sanction lui réservée par la loi.

Le tableau peint ici faisant état de la répétition dans les évactions des prisons congolaises n'est pas sans incidence sur le droit d'accès à la justice. De plus en plus la population perd toute confiance dans les institutions judiciaires et les auteurs des violations de leurs droits sont confortés puisque savent désormais que même s'ils vont jusqu'à leur condamnation, ils y a moins de fortes chances qu'ils purgent un jour leur peine.

VI. La quasi-inexécution des décisions judiciaires

Le droit d'accès à la justice comprend le droit d'obtenir l'exécution d'une décision de justice. La non-exécution d'un arrêt étant susceptible d'entraver exagérément le droit d'accès à la justice et de constituer une violation des droits de l'homme.³⁴ Des nombreuses femmes, même lorsqu'elles sont munies de jugement définitif peine à obtenir exécution de celui-ci. En matière pénale par exemple, si l'on met la main sur un quelconque auteur d'une infraction donnée (assassinats, meurtres, vol, viol, escroquerie, inexécution d'un contrat...) l'essentiel des actions menées repose sur la sanction pénale du délinquant et la question de la réparation en termes de dommages et intérêts, est traitée parfois avec légèreté. Une fois purgé sa peine, le délinquant peut être libéré sans se soucier soit de la restitution, soit des réparations et indemnisation de la victime. Dans ces conditions, on ne peut pas prétendre restaurer l'ordre juridique qui exige que la victime soit rétablie dans l'état et dans les droits qui étaient les siens avant la violation de ces droits.³⁵

D'après la jurisprudence de la CEDH, le moment où intervient l'exécution de la décision prononcée rentre également dans les critères de calcul du délai raisonnable³⁶. En outre, la réparation effective du préjudice causé pose réellement problème car, dans la plus part des cas, subsiste un grand écart entre le préjudice et la capacité de réparation de l'auteur de son auteur. Cette absence de réparation impacte négativement sur la croissance économique et le bien-être social des justiciables en général et des femmes en particulier alors que celles-ci jouent un rôle clef dans le développement de leurs communautés. Elles doivent être encouragées à recourir à la loi pour défendre leurs intérêts, notamment en participant pleinement aux institutions garantes de l'Etat de droit.

Dans ce domaine, nombreux Etats dont la RDC s'étaient engagés à abroger toute législation discriminatoire et à adopter des législations propres à empêcher toute discrimination à l'égard des femmes. Ceci par la promotion active de l'égalité d'accès à la justice, notam-

34 R. DEGNI-SEGUI, *op cit*, p. 455.

35 A. RUBBENS, Le droit judiciaire congolais, T3, L'instruction criminelle et la procédure pénale, PUC, Kinshasa, 2010, p. 26.

36 Cour européenne des droits de l'homme, Affaire Allenet de Ribemont c. la France.

ment en levant tous les obstacles que les femmes rencontrent pour accéder aux services de la justice et en prenant des mesures positives qui améliorent leur accès à ceux-ci³⁷.

Cependant, l'on constate une quasi inexécution des décisions rendues ou à défaut, des exécutions cavalières et expéditives dictées par des motivations lucratives ou des interférences hiérarchiques et politiques, mettant en mal le droit d'accès à un juge. D'ailleurs à ce sujet la Cour européenne de droits de l'homme dans l'arrêt Hornsby contre la Grèce du 19 mars 1997 a intégré le droit à l'exécution des décisions de justice dans les éléments du procès équitable³⁸.

On s'accorde à dire qu'à l'état actuel des choses, la question de l'exécution des décisions judiciaires est l'angle mort du système judiciaire congolais. La justice ne représente plus grand-chose pour un justiciable qui doit passer des années à attendre un jugement et qui, une fois obtenu, n'a pas l'assurance de ce qu'il sera un jour exécuté. Sans cette garantie, rendre justice dans ces conditions, équivaut à donner à la femme (justiciable) les clefs d'une porte qui s'ouvre sur une nouvelle porte fermée³⁹.

La non-exécution des jugements d'un tribunal est donc une limite à l'accès à la justice. Elle peut faire obstacle à l'exercice des droits fondamentaux et priver les individus d'une protection juridictionnelle effective. En ce sens, la non-exécution des décisions de justice peut également porter atteinte à la primauté du droit⁴⁰.

VII. La corruption

La corruption est un fléau qui gangrène tout le système judiciaire congolais aujourd'hui. Tous les acteurs du système judiciaire ne sont pas à l'abri de ce fléau : juges, officiers du ministère public, personnels administratifs des cours et tribunaux, les avocats...⁴¹ Elle porte différente appellations pour voiler la réalité de ce qu'elle est vraiment. On parle parfois de première pièce, de pièce maîtresse, motivation, diligence...

Elle gêne le développement économique, ronge les droits de l'homme et mine la confiance envers les institutions. Elle prive les victimes et les accusés du droit le plus élémentaire : celui de bénéficier d'un procès impartial. Parfois elle nie carrément l'accès au

37 Ceci ressort dans les différents instruments juridiques consacrant l'accès égalitaire à la justice à l'instar de la DUDH, le PIDCP, la CEDEF, la Constitution et nombreux autres textes juridiques applicables en RDC.

38 N. FRICERO, La qualité des décisions de justice au sens de l'article 6 § 1 de la convention européenne des droits de l'homme, in colloque sur la qualité des décisions de justice du 8 et 9 mars 2007, Ed. Conseil de l'Europe, Paris, 2007, p.57.

39 KARINE METAYER, *op cit* p. 28.

40 COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME, *op cit*, p 143.

41 M. TIDJANI ALOU, La justice au plus offrant Les infortunes du système judiciaire en Afrique de l'Ouest, Politique africaine n° 83 – octobre 2001 p.1.

procès.⁴² » Ceci parce que, quand la justice est corrompue, tout le monde y perd, en particulier les plus pauvres, qui se voient contraints de payer des pots-de-vin alors qu'ils ont à peine les moyens de survivre⁴³. Ce sont donc les simples citoyens qui payent le prix surtout lorsqu'ils n'ont pas les moyens de corrompre comme c'est souvent le cas d'ailleurs. C'est alors que nombreux se résignent, subissent les violations sans rien dire. C'est comme un motif de fierté que de n'avoir jamais eu de motif d'être convoqué en justice.

La corruption revêt plusieurs facettes et peut s'agir selon le cas d'interférences politiques du pouvoir exécutif ou législatif dans les procédures judiciaires, et d'autre part, la pratique des pots-de-vin. Les femmes étant souvent dépourvues de ressources économiques en payent les prix.

Ainsi, les acteurs inventent des règles qui détournent la justice de sa fonction. Le juge est soumis aux pressions de son milieu familial et de ses cercles de solidarité. Survient aussi l'intermédiation institutionnelle des juges agissant sur leurs collègues en charge des dossiers en faveur des gens qu'ils connaissent ou en collusion avec les auxiliaires de la justice (avocats) avec lesquels ils sont souvent pour marchander des décisions de justice en marge de la loi. Cette situation produit des arrangements préalables fondés le plus souvent sur des bases financières.

Les greffiers profitant du rôle important et stratégique qui les place en position d'interface entre les juges et les justiciables abusent le plus souvent de ce pouvoir⁴⁴. S'adressant aux justiciables certains parmi eux prennent des allures des juges carrément promettant d'arranger automatiquement les soucis de justice aux justiciables qui ont « diligenté ».

Dans la pus part des cas soumis en justice de nos jours, en RDC, « le droit n'est plus dit, il est acheté »⁴⁵ et paradoxalement, le système judiciaire qui en principe doit d'être un obstacle à la corruption en devient une source aujourd'hui. Les procès sont de ce fait tirés en longueur en attendant que l'une ou l'autre parties voire toutes les parties aient de quoi motivé les juges. D'où, le respect du délai raisonnable ainsi que le contenu de la décision deviennent tributaire de cette « motivation ».

Outre les facteurs juridico-institutionnels, la femme congolaise fait face à d'autres obstacles d'ordre socio-économique qui ont aussi pour effet de limiter son accès à la justice.

42 Rapport mondial de 2007 sur la corruption dans les systèmes judiciaires, lancé en version française par Transparency International, la coalition mondiale de lutte contre la corruption.

43 *Ibidem*.

44 Philippe MILBURN, Les procureurs de la République : De la compétence personnelle à l'identité collective, CNRS, 2007, p.

45 NYALUMA MULAGANO, Les modes alternatifs de règlement des conflits. Une clé d'accès à la justice administrative congolaise, *op cit* p.182.

B. LES FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES QUI BLOQUENT L'ACCES DE LA FEMME A LA JUSTICE

L'accès limité de la femme aux droits et à la justice peut s'expliquer par des obstacles de nature socio-économique, mais aussi par le fait que les fonctionnaires de justice ou des forces de l'ordre ignorent les besoins spécifiques des femmes concernées. Face aux graves violations des droits des femmes commises pendant plusieurs décennies en RDC, l'impunité est devenue la règle. L'intervention du juge dans les affaires de famille est souvent mal perçue surtout lorsque la machine judiciaire a été activée par la femme contre un membre familial (mari, parents, enfants, etc.) D'autres obstacles à l'exemple de la discrimination, de l'ignorance des lois, de la persistance des coutumes rétrogrades...l'empêchent d'accéder réellement à la justice.

I. La discrimination

L'égalité des droits est reconnue à tous les citoyens par l'article 1er de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴⁶, l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁴⁷, l'article 12 de la Constitution⁴⁸ et bien d'autres textes. Ces dispositions garantissent l'égalité et la protection en droit et en obligations. Le respect de principe en RDC suscite des interrogations. En effet, d'après ACAJ, c'est la position politique, l'appartenance tribale ou ethnique au groupe qui détient le pouvoir et la situation financière qui déterminent l'accès à la justice⁴⁹.

L'égalité des justiciables devant la loi et les juridictions consacrée par les instruments juridiques internationaux et nationaux est limitée par les atteintes à l'indépendance et à l'impartialité des magistrats et par des contraintes d'ordre physique.

L'usage limité de la législation interdisant la discrimination fondée sur le sexe et des normes internationales dans les décisions judiciaires encourage le recours à d'autres modes alternatifs de résolution des conflits pour garantir un règlement rapide du litige, souvent au détriment des femmes. L'égalité sociale, politique et économique des femmes fait partie in-

46 Article 1^{er} de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. ».

47 Article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques prescrit l'égalité de tous en ces termes : « Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil... ».

48 L'article 12 de la Constitution Modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 dispose que « Tous les Congolais sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois. ».

49 Rapport annuel 2012 de l'Association Congolaise pour l'Accès à la Justice ACAJ « la justice est privatisée en RDC », 2013 p. 6.

tégrante de la réalisation de l'ensemble des objectifs du Millénaire pour le développement. « Tant que les femmes et les filles ne sont pas libérées de la pauvreté et de l'injustice, tous nos objectifs, la paix, la sécurité, le développement durable seront en péril⁵⁰ ». Trois ans se sont passés depuis qu'on a dépassé la date limite de 2015 fixée pour la réalisation des OMD. La justice pour les femmes qui, non seulement requiert l'éradication des inégalités entre les femmes et les hommes, mais également l'exercice de redevabilité envers les femmes et les filles pour s'attaquer à l'injustice et la discrimination est une composante centrale de cette vision⁵¹. Elle peine cependant à être réalisée au regard de l'impunité qui prévaut dans la poursuite des violations dont elles sont victimes.

Partout dans le monde, les femmes sont confrontées à la violence, à la négation de leurs droits fondamentaux et à la discrimination, phénomènes qui s'aggravent souvent en fonction de leur niveau de pauvreté, âge et statut juridique. L'appartenance à un groupe vulnérable de femmes peut restreindre plus encore l'accès à certains droits, dont l'accès à la justice. Les femmes qui vivent en milieu rural, les femmes âgées, les femmes handicapées, les immigrées (y compris les réfugiées, sans papiers et les demandeuses d'asile) et les femmes appartenant à certains groupes sociaux, ethniques ou religieux sont structurellement défavorisées. En outre, les femmes appartenant à ces groupes font souvent l'objet de stéréotypes, qui peuvent rendre le système de justice partial ou insensible à leur sort, voire entraîner un déni de justice.

La faiblesse des législations et les préjugés des agents de l'État quant au sexe et à l'âge servent de terreau aux politiques et pratiques discriminatoires des institutions, limitent l'accès des femmes et des enfants aux voies de recours légales et dissuadent ceux-ci de témoigner des crimes dont ils sont victimes⁵². Certaines dispositions discriminatoires persistent en droit positif Congolais comme le code de la famille (dont la modification apportée en 2016 a banni la majeure partie des dispositions discriminatoires qu'elle contenait), le code de procédure civile et le code de procédure pénale... consacrent encore des dispositions discriminatoires sur lesquelles les juges du Tribunal fondent leurs décisions pour dénier certains droits à la femme, la plaçant en infériorité juridique par rapport à son mari et même à ses enfants majeurs⁵³. Certaines décisions judiciaires font place à des pratiques *contra legem* alors que ces dernières sont appelées à se conformer à la loi pour être admis comme source du droit. Ce qui va à l'encontre du principe subordonnant leur applicabilité à leur conformité à la loi et aux bonnes mœurs.

En pratique, la femme est subordonnée à l'homme. Cette conception patriarcale valorise l'homme et marginalise la femme. Elle institue les relations inégalitaires entre les

50 ONUFEM, La justice pour les femmes : La clé pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, Secrétaire général Ban Ki-Moon, le 28 juin 2010, p.2.

51 ONUFEM, *op cit*, p18.

52 A. NYALUMA, Le juge congolais et le principe d'égalité : sort des droits de la femme dans la jurisprudence du tribunal de grande instance de Bukavu, disponible sur www.hamann-legal.de, dernièrement consulté le 20 mars 2017.

53 *Ibidem*.

sexes. La femme en tant que mère et épouse est considérée comme un être inférieur devant se soumettre à l'homme, considéré comme supérieur, le chef de famille. La destinée de la femme Congolaise réside dans la maternité et la fécondité (surtout des enfants mâles, dans le système patrilinéaire qui est le plus répandu). En tant que mère et épouse, la congolaise est donc confinée dans son rôle de reproduction qui est le plus apprécié.

Bref, les femmes ont moins accès et s'approprient moins des processus judiciaires à cause de leur statut marginalisé par rapport aux hommes dans la plupart des sociétés. La femme congolaise fait face à une sorte de marginalisation tolérée par l'Etat. Par ailleurs, les hommes servent d'intermédiaire pour l'accès des femmes aux institutions étatiques étant donné les relations de pouvoir inégales dans le foyer, sur le lieu de travail ou au niveau de l'Etat⁵⁴.

II. Ignorance par les femmes de leurs droits

L'image que la population a de la justice a des incidences sur leur manière d'exercer leur droit d'accès à la justice. Les femmes sont peu ou pas du tout informées des textes de loi qui protègent leurs droits. Ce qui rend difficile, leur prise de connaissance du contenu des lois. Le taux élevé d'analphabétisme surtout parmi les femmes ne sachant ni lire ni écrire pose problème, le droit moderne étant conçu dans une langue étrangère. En l'absence d'une politique publique d'instruction des citoyens et au regard du nombre élevé des femmes analphabètes en RDC, la présomption des connaissances de la loi par l'adage « nul n'est censé ignorer la loi » qui est une condition de non opposabilité est utopique. Cette présomption refuse à toute personne douée de raison de se prévaloir d'une quelconque ignorance de la loi pour échapper à sa propre responsabilité. Le procédé normal de la connaissance de la règle de droit est sa publication qui a pour effet de rendre la loi obligatoire⁵⁵.

A ce sujet, DEGNI-SÉGUI R. propose d'ailleurs que l'on passe de nul n'est censé ignorer la loi à nul n'est censé connaître la loi allant jusqu'à suggérer un statut particulier d'incapacité juridique aux analphabètes⁵⁶. Nul n'est censé ignorer la loi, oui, mais comment est-il censé le connaître quand on sait que même le minimum qui devait être fait par l'Etat pour s'assurer de ce que tout les citoyens la connaissent n'est pas fait. Le journal officiel qui est censé rendre public les lois une fois promulguées ne l'assure pas systématiquement. Et la femme congolaise vivant au taux du jour et comme cela a été démontré par nombreuses études, en deça de 1\$ par jour et par personne⁵⁷ même dans la mesure où elle saurait lire,

54 JACQUELINE de Groote, Les rôles politiques des femmes, in Les cahiers de du GRIF, n°6, 1975. Les femmes et la politique, pp.23-29.

55 YAV KATSHUNG, 50ans déjà : la justice congolaise, à l'épreuve du temps, p.6, disponiblesur www.contrôlecitoyen.com, dernièrement consulté le 18 avril 2017.

56 R. DEGNI-SÉGUI *op cit.* p. 253.

57 Rapport de suivie des objectifs du millénaire pour le développement, OMD, disponible sur www.afdb.org, dernièrement consulté le 15 août 2017.

est-elle capable de s'acheter un numéro du JO et cela de manière systématique chaque fois qu'une loi est promulguée et publiée?

Pour Amina BALLA, la connaissance de la loi serait aussi limitée par l'insuffisance de la diffusion des ressources juridiques résultant de la pratique du Journal officiel très limitée qui circonscrit l'accès aux textes juridiques aux seules zones urbaines ou seulement à la capitale. Il serait irréaliste d'opposer aux justiciables l'adage « nul n'est censé ignorer la loi » dans les zones isolées d'accès difficile⁵⁸.

Les femmes se trouvent souvent, face à une ignorance totale des droits acquis, des règles nouvellement édictées ou des interdits et plus encore des procédures à suivre pour agir ou se défendre en justice. L'on cherche à culpabiliser le justiciable en le rendant fautif d'ignorer ou de mal comprendre le droit qui les concerne. Le droit est perçu comme un mystère que l'on est coupable de ne pas comprendre⁵⁹. Il serait souhaitable que l'adage soit être écarté dans l'application des règles de droit et dans la motivation des décisions judiciaires⁶⁰. Cette position de COIPEL est difficilement tenable vu le risque que quiconque a des soucis en justice pourrait s'y soustraire en arguant de n'avoir pas eu connaissance de telle ou telle autre loi. Il reste toujours que la connaissance du droit est un atout et un outil majeur pour l'amélioration de la participation citoyenne à l'action de la justice⁶¹.

III. *Persistance des coutumes rétrogrades et stéréotypes*

La majeure partie de la population congolaise en campagne et même en ville, vit en marge du droit moderne et se conforment surtout aux coutumes existantes. Des nombreuses lois en l'occurrence le code de la famille surtout dans sa version actuelle, continuent d'être méconues au profit des coutumes locales, telles celles qui régissent le mariage, la dot, la polygamie, les successions, etc. La même attitude est observée à l'égard des institutions et procédures modernes, dont les juridictions. Depuis 2013, l'on procède à l'installation des tribunaux de paix dans différents territoires devant conduire à l'effacement des juridictions coutumières.

Les stéréotypes de genre ont été mis en avant comme l'un des obstacles notables à l'égalité d'accès des femmes à la justice. Ils sont à l'œuvre lorsqu'un juge ou tout autre acteur du système judiciaire, fonde son avis au sujet d'une personne sur la base d'idées préconçues concernant un groupe social donné, et non à partir de l'examen factuel de la situation de cette personne ou des circonstances du dossier. Dans le contexte de l'accès des femmes à la justice, les stéréotypes jouent un rôle important, en particulier ceux qui font

58 AMINA BALLA KALTO, La problématique de l'accès à la justice au Niger, p.14 disponible sur <http://afrilex.u-bordeaux4.fr/sites/afrilex/IMG/pdf/> dernièrement consulté le 06 mai 2018.

59 M. COIPEL, La signification de l'adage « nul n'est censé ignorer la loi » in *Revue pénale congolaise*, Ed. DES, Kinshasa, décembre 2003, p.77.

60 *Ibidem*.

61 M. KADOGO, *op cit*. p 82.

essentiellement des hommes les détenteurs des droits, de l'autorité et du savoir⁶² quoi que l'exercice des actes juridiques par la femme mariée ne soit plus conditionné par la production de l'autorisation maritale.

IV. La peur des représailles

La force des préjugés fait que les femmes risquent la honte et l'humiliation aussi bien dans leur famille, dans leur établissement scolaire ou sur leur lieu de culte au poste de police ou au tribunal. Souvent, une femme qui a un dossier en justice a déjà une étiquette collée par la société qui a du mal à admettre qu'elle puisse le faire au même titre qu'un homme. Agir en justice contre les membres de sa famille (époux, enfants, belle famille) est perçue comme tabou alors que parfois, ce sont eux la source des graves violations des droits de la femme. Pour celles qui persistent à le faire, elles courent le risque de tout perdre y compris l'estime de sa propre famille.

Au regard de cette situation, nombreuses se résignent alors et ne dénoncent plus les violations dont elles ont été victimes. Beaucoup d'entre elles ne parlent à personne de la violence à laquelle elles ont été confrontées. Même lorsque les violences sont signalées, leurs auteurs ne sont pas effectivement poursuivis, en raison des mythes et des idées fausses qui continuent d'influencer l'attitude des acteurs de la justice. La grande majorité des viols signalés n'aboutit à aucune condamnation. « Les histoires de millions de victimes restent enfouies dans les ténèbres du fait des tabous, des traditions, des stéréotypes, des codes sociaux, de la peur, de la honte de l'ignorance »⁶³ et du manque de confiance dans les institutions judiciaires.

En outre, le besoin d'une politique de protection des témoins et victimes en général est une nécessité. Les victimes et témoins interrogés ne se sentant pas protégés, ils craignent pour leur vie ou celle des membres de leur famille. D'où, certains n'acceptent pas de s'exposer sans bénéficier de protection ou sans s'être assurés de la résolution du conflit, car si elle est mal gérée, la victime risque d'être stigmatisée dans son environnement immédiat. La protection des victimes et des témoins constitue un point fondamental pour garantir le droit à la justice des victimes. Or la législation existante est insuffisante de part la portée de celle-ci. Seule la question de la protection des témoins est abordée et uniquement sous l'angle pénal. La peur des témoins liée à la sécurité (peur de représailles, de récidives de la part des auteurs qui sont notoirement assurés de l'impunité) sont autant de freins à la saisine de la justice.

La mise en place d'un cadre légal de protection et l'adoption de mesures spécifiques de protection des victimes permettrait donc de renforcer leur confiance dans la justice. Le dé-

62 Garantir aux femmes l'égalité d'accès à la justice. Stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes disponible sur www.coe.int/equality, dernièrement consulté le 30 juin 2017.

63 PNUD, Egalité entre les sexes et programmes de justice: accès équitable à la justice pour les femmes, op cit, p. 21.

couragement de celles qui ont saisi la justice et qui se retrouvent confronter à tous ces obstacles perdant par la même occasion estime, argent et temps sans jamais obtenir restauration de leurs droits dissuadent les autres à suivre la même voie.

La stigmatisation des victimes à la place des auteurs, particulièrement en matière de viol et violences sexuelles est indéniablement l'un des principaux facteurs de la perpétuation de l'impunité généralisée. En raison de cette stigmatisation associée avec le viol, les victimes sont souvent rejetées par leur mari, leur famille et leur communauté. En conséquence, dans beaucoup de cas, les victimes de violence sexuelle préfèrent se taire de peur d'être à nouveau stigmatisées, humiliées, bannies, incriminées ou exclues d'un soutien économique. La stigmatisation sociale est l'un des obstacles majeurs à l'accès à la justice pour les victimes.

Les mesures visant à faire en sorte que les auteurs plutôt que les victimes soient stigmatisés auraient un impact énorme sur la capacité des victimes à retrouver leur dignité et à reconstruire leur vie. Les efforts déployés par les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires engagés pour un changement de comportement en matière de stigmatisation ont été jusqu'à présent insuffisants⁶⁴. Des nombreuses victimes continuent à garder le silence sans jamais dénoncé les atrocités qu'elles ont subi par peur d'être doigté dans la société. Au regard des déceptions que celles qui ont essayé de saisir la justice ont eu, les autres peuvent s'interroger sur le bien fondé de saisir le juge.

V. L'instabilité sécuritaire et politique

La question de la sécurité se situe au cœur des problèmes auxquels le pays a été confronté. Parmi les missions régaliennes d'un État, qui se veut moderne, figure l'obligation d'assurer la sécurité de ses citoyens, la base nécessaire pour asseoir une justice véritable et éviter le désordre. La sécurité garantit la vie et les droits de chacun, tandis que l'insécurité est un vecteur d'accroissement des violations des droits de l'homme. En effet, elle produit plusieurs effets, et surtout elle crée la peur de dénoncer les actes illicites devant les autorités étatiques ou juridictionnelles en raison de ce que la dénonciation peut entraîner l'attention des groupes mafieux et déboucher sur un règlement de compte.

Elle est aussi facteur de la peur que peuvent ressentir les justiciables de dénoncer des comportements à la police ou à la gendarmerie, de crainte d'une connexion entre les délinquants et les unités de police judiciaire⁶⁵. Le manque de sécurité et les défis logistiques observés dans de nombreux districts à travers le pays constituent des obstacles à la lutte contre l'impunité des violations des droits de l'homme en général et de ceux de la femme en particulier. La précarité des conditions de sécurité influe sur l'accès des victimes aux tribunaux ainsi que sur l'organisation d'audiences foraines. La situation est rendue préoccupante en

64 Conseil de l'Europe, Garantir aux femmes l'égalité d'accès à la justice. Stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes, *op cit*. p.22.

65 NGOUMBANGO, L'accès au droit et à la justice des citoyens en République Centrafricaine, thèse soutenue à l'Université de Bourgogne, 2013, p.168.

raison de la multiplication des groupes armés rendant les déplacements par la route dangereux. Ils prélèvent fréquemment des « taxes » non officielles dans les zones d'insécurité, avec comme conséquence que le transport routier devient de plus en plus cher. De même, les magistrats et enquêteurs ne peuvent être déployés dans des zones d'insécurité où de nombreuses violations ont été commises.⁶⁶

Les justiciables ne peuvent circuler librement pour se rendre dans les chefs-lieux où sont situées les juridictions étatiques, par peur de se faire agresser en route par les bandits armés et des coupeurs des routes. Plutôt que de mettre en danger leur vie sans aucune garantie d'aboutir à un jugement juste et équitable, des nombreux justiciables se résignent ou procèdent à des arrangements à l'amiable dans lesquels ils sont plus perdant.

CONCLUSION

L'accès à la justice de tout citoyen congolais est un de ses droits fondamentaux que les cours et tribunaux ont pour mission de protéger et de garantir. La consécration de ce droit par certains textes internationaux et nationaux ne suffit pas à en assurer la protection, car, non seulement d'autres textes peuvent de fois prévoir des dispositions contraires, mais aussi la pratique au quotidien pourrait naviguer à contre-courant des textes existants⁶⁷.

Il appert à partir des postulats de départ que, le système judiciaire congolais est fragile et par conséquent l'accès à la justice aux populations vulnérables en général et pour la femme en particulier est loin d'être une réalité en RDC. Cet accès est rendu difficile en raison du fait que les notions d'indigence et les exigences relatives à l'assistance gratuite en justice ainsi que le mode de fonctionnement du bureau de consultation gratuite sont peu claires et les mécanismes d'accompagnement en justice des populations vulnérables ne sont pas bien déterminés. A cela s'ajoute aussi l'insuffisance des juridictions judiciaires, une répartition déséquilibrée de celles qui existent par rapport aux dimensions des territoires des différentes provinces de même que le dysfonctionnement de celles-ci, l'insuffisance des animateurs de juridictions existantes, le manque de moyens de fonctionnement, l'ignorance des règles de procédure par les justiciables, la pauvreté des justiciables et le manque du professionnalisme dans le chef de certains opérateurs judiciaires.

Pour espérer un meilleurs accès à la justice pour la femme congolaise, il est primordial que l'approche de proximité physique et géographique de la justice par rapport aux usagers et la gestion optimale des ressources disponibles soit optimisée pour approcher la justice des justiciables. La mise en place d'un système d'accueil continu et ponctuel de justiciables à même de fournir les renseignements utiles à leurs problèmes et autres informations relatives à l'accès aux autres services notamment le bureau de consultations gratuites et les cliniques juridiques voir de les référer aux autres ressources habilitées. La formalisation du système d'aide légale en faveur des populations moins favorisées ainsi que la définition en

66 MONUSCO, *op cit.*

67 KIFUABALA, *Op. Cit.*, p. 90.

des termes claires des critères d'octroi et de retrait de cette aide, le respect des garanties du procès équitable... sont autant d'éléments qui permettraient d'améliorer l'accès à la justice à la femme.

REFERENCES

Textes légaux

1. Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966
2. Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16 décembre 1966
3. Convention contre la torture et tous autres peines ou traitements cruels inhumains et dégradants du 10 décembre 1984
4. Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard de la femme du 18 décembre 1979
5. Protocole additionnel à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 11 juillet 2003
6. Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 31 octobre 2000
7. Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale
8. Déclaration universelle des droits de l'homme 10 décembre 1948
9. Constitution de la RDC du 18 février 2006 Modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006
10. Loi n° 06/019 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 06 août 1959 portant Code de Procédure Pénale Congolais

Doctrine

1. BADIANE VANDERSCHUEREN et F. DIAGNE : Pauvreté urbaine et accès à la justice, Impasses et Alternatives, L'Harmattan, 1995
2. BEVERLEY McLACHLIN, « Accès à la justice et marginalisation : l'aspect humain de l'accès à la justice », *Les cahiers de droit*, texte présenté lors de la 12^{ème} conférence annuelle Claire-l'Heureux-Dubé du 11 septembre 2015 à l'université de Laval
3. COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE, Rapport sur les "Systèmes judiciaires européens—efficacité et qualité de la justice" Edition 2014 (2012)
4. CONSEIL DE L'EUROPE, Assemblée parlementaire sur l'égalité et la non-discrimination dans l'accès à la justice, Doc. 13740 31 mars 2015
5. COIPEL M., La signification de l'adage « nul n'est censé ignorer la loi » in *Revue pénale congolaise*, Ed. DES, Kinshasa, décembre 2003

6. DEGNI-SEGUI R., « L'accès à la justice et ses obstacles », in *Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, Vol. 28, No. 4
7. ETIENNE LE ROY, Contribution à la "refondation" de la politique judiciaire en Afrique francophone à partir d'exemples maliens et centrafricains, *Afrika Spectrum* 1997, 32, Jahrgang n°3
8. FIDH, Les droits de l'homme des victimes devant la Cour pénale internationale. Un point de vue sur les droits des victimes devant la Cour pénale internationale depuis les pays sous enquête devant la CPI, novembre 2013
9. FRICERO N., La qualité des décisions de justice au sens de l'article 6 § 1 de la convention européenne des droits de l'homme, in colloque sur la qualité des décisions de justice du 8 et 9 mars 2007, Ed. Conseil de l'Europe, Paris, 2007
10. JEAN-MARIE. BAUDEL : L'accès à la justice en France, in *Revue internationale de droit comparé*. Vol. 58 N°2, 2006
11. GANDOLFI S., Démocratie participative : le rôle du pouvoir judiciaire, « *Revue des droits de l'homme* », mars 2013
12. GUINCHARD S., « Le procès équitable : garantie formelle ou droit substantiel », in *Mélanges G. Farjat*, Paris, éd. Frison-Roche, 1999.
13. HUMAN RIGHTS WATCH (HRW), « Soldiers Who Rape, Commanders Who Condone: Sexual Violence and Military Reform in the Democratic Republic of Congo », juillet 2009.
14. JACQUELINE de Groote, Les rôles politiques des femmes, in *Les cahiers de du GRIF*, n°6, 1975. Les femmes et la politique
15. Jean-Jacques RAYNAL, Charles MUSHIZI, Vonifanja ANDRIANAONITSOA, Rapport final de l'évaluation à mi-parcours du Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ) en République Démocratique du Congo, Août 2014
16. KIFUABALA TEKILAZAYA at alii, République démocratique du Congo secteur de la justice et Etat de droit, étude d'AfriMAP et de l'open society initiative for southern Africa, juillet 2013
17. MANON TREMBLAY, Le système patriarcal à la base des inégalités entre les sexes, Recension de « *Theorizing Patriarchy* », par Sylvia Walby, *Revue québécoise de science politique* n°23, 1993
18. MASUDI KADOGO, Redéfinir l'accès à la justice en République Démocratique du Congo. Le droit d'accès au juge dans le ressort de la cour d'appel du Nord-Kivu entre mythe et réalité, *Revue de l'UNIGOM*
19. MBUYI MBIYE TANAYI, L'état actuel de la justice congolaise, in *Les analyses juridiques*, n°16, 2009
20. MONUSCO, Avancées et obstacles dans la lutte contre l'impunité des violences sexuelles en République démocratique du Congo, avril 2014
21. NYABIRUNGU mwene SONGA, Rapport général des états généraux de la justice, RD CONGO, Kinshasa, Août 2015

22. NYALUMA MULAGANO, Les modes alternatifs de règlement des conflits. Une clé d'accès à la justice administrative congolaise, Bruylant, Bruxelles, 2016
23. NYALUMA, Le juge congolais et le principe d'égalité : sort des droits de la femme dans la jurisprudence du tribunal de grande instance de Bukavu, disponible sur www.hamann-legal.de
24. ONUFEM, La justice pour les femmes : La clé pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, éd de l'ONUWEM, 2015
25. ONUWUC, Résolution de l'Assemblée générale 87/167. Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, Nations unies, New York 2013
26. PNUW, rapport sur les données relatives à la réponse judiciaire aux cas de violences sexuelles à l'Est de la RDC, Monitoring judiciaire 2010-2011, p.46
27. Philippe MILBURN, Les procureurs de la République : De la compétence personnelle à l'identité collective, CNRS, 2007
28. PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS, Résumé des discussions en table ronde : Réparations pour les survivants de violences sexuelles en République démocratique du Congo, juin 2014.
29. RUBBENS A., Le droit judiciaire congolais, T3, L'instruction criminelle et la procédure pénale, PUC, Kinshasa, 2010
30. TIDJANI ALOU M., La justice au plus offrant Les infortunes du système judiciaire en Afrique de l'Ouest, Politique africaine n° 83 – octobre 2001
31. ONUWEM, La justice pour les femmes : La clé pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, Secrétaire général Ban Ki-Moon, le 28 juin 2010, p.2